

The Right Honourable Paul Martin
Prime Minister of Canada
80 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0A2

Le très honorable Paul Martin
Premier ministre du Canada
80, rue Wellington
Ottawa, Ontario
K1A 0A2

December 10, 2005/ le 10 décembre, 2005

Dear Prime Minister/Monsieur le Premier ministre:

The individuals, national and international organizations that have endorsed this open letter have done so because we are deeply concerned about the fact that the horror of torture and ill-treatment continues to be the frightening daily reality for untold numbers of men, women and young people around the world. Canada can and must make an important contribution to ending the horror of torture by adhering to the *Optional Protocol to the United Nations Convention against Torture and other forms of Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment* (Optional Protocol or OPCAT).

Today is International Human Rights Day, the 57th anniversary of the adoption by the United Nations of the *Universal Declaration of Human Rights*, which is unequivocal in stating that “no one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.” This year, incidentally, the UN High Commissioner for Human Rights, Ms Louise Arbour, has announced her intention to solemnly dedicate this highly symbolic day to the struggle against torture. It is more than two decades since world leaders formalized their commitment to ending torture through adoption of the *United Nations Convention against Torture*, and several decades after other binding international legal standards made it clear that torture and ill-treatment is never justified.

Nonetheless, the struggle to eradicate torture and ill-treatment remains one of the most serious human rights challenges the world faces. It is a global struggle, with important implications for Canadians. Recent cases such as Zahra Kazemi in Iran, William Sampson in Saudi Arabia, Professor Kunlun Zhang in China, and Maher Arar, Abdullah Almalki and Ahmad El Maati in Syria are stark reminders that Canadian citizens themselves may be subjected to torture abroad. There have also been domestic concerns, such as the disturbing abuses that took place in the 1990's at the Prison for Women in Kingston and at the Robert-Giffard Psychiatric Hospital in Quebec City in 2003, which underscore that torture and ill-treatment can occur in Canada as well.

In December 2002 the United Nations adopted the OPCAT, a new international instrument that stands to make an important contribution to preventing torture and ill-treatment worldwide. It lays out a framework for regular national and international level inspections of detention centres, with an eye to identifying and remedying the conditions that encourage and allow torture and ill-treatment to take place.

International support for the Optional Protocol is building. Thirteen governments have formally ratified it, while an additional forty countries have signed it, thus setting in motion irreversibly a process that should result in their formal adherence. With seven further ratifications the OPCAT will enter into force, leading to the establishment of the Subcommittee on Prevention of Torture. Canada can and must be among the first group of states responsible for setting up this innovative body and defining its working methods.

The Subcommittee would be the first globally-established international expert body with jurisdiction to carry out inspections of detention centres with the express objective of preventing torture. Building on its established international role as a leader in the area of human rights protection, Canada should certainly aspire to participate in the early work of the Subcommittee. To that end, we consider it to be a matter of the utmost priority that Canada moves forward and ratifies the Optional Protocol without further delay.

Expectations and demands for Canada to ratify are mounting. Earlier this year the Correctional Investigator of Canada called for ratification:

“We would like to convey our strong support for the new Protocol on the Convention against Torture. We encourage the Canadian Government to yet again demonstrate its leadership on the international scene by signing and ratifying this important human rights instrument. Moving quickly on ratification would add to Canada's long historical tradition of promoting and defending human rights and democratic values here and abroad.”

In May of this year the United Nations Committee against Torture pressed Canada to ratify. We now urge the Canadian Government to restate Canada's leadership in the prevention of torture by ratifying the Optional Protocol within one year of the Committee's recommendation.

Les individus et organisations nationales et internationales qui ont endossé cette lettre ouverte l'ont fait en raison de leur grave préoccupation devant la persistance de la torture et des mauvais traitements, qui demeure une réalité quotidienne pour un nombre incalculable de femmes, d'hommes et d'enfants dans le monde. Le Canada peut et doit contribuer à la lutte contre ce fléau en adhérant au *Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (Protocole facultatif).

En cette journée internationale des droits de la personne, nous célébrons le 57^{ème} anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'Homme*, qui affirme de manière non-équivoque que « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». D'ailleurs, pour cette année, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de la personne, Mme Louise Arbour, a annoncé son intention de dédier solennellement cette journée hautement symbolique au combat contre la torture. Il y a maintenant plus de deux décennies que les dirigeants de la planète ont formalisé cet engagement par l'adoption de la *Convention des Nations Unies contre la torture*, et plus longtemps encore depuis que d'autres instruments juridiques contraignants ont clairement énoncé que la torture et les mauvais traitements ne peuvent en aucun cas être justifiés.

Malgré cela, le combat pour faire disparaître la torture et les mauvais traitements demeure l'un des plus importants défis auxquels le monde est confronté. Il s'agit là d'une lutte mondiale, qui comporte d'importantes implications pour les Canadiens et les Canadiennes. De récents incidents, tels que ceux dont ont été victimes Mme Zahra Kazemi en Iran, M. William Simpson

en Arabie Saoudite, Professeur Kunlun Zhang en Chine et M. Maher Arar, M. Abdullah Almalki et M. Ahmad El Maati en Syrie, sont autant de tristes rappels que les citoyens canadiens ne sont pas à l'abri de la torture lorsqu'ils se trouvent à l'étranger. La torture et les mauvais traitements peuvent également se produire au Canada, comme en témoignent les abus consternants qui ont été infligés aux détenues de la prison des femmes de Kingston au cours des années 1990, ainsi qu'aux patients de l'hôpital psychiatrique Robert-Giffard de Québec en 2003.

En décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait le *Protocole facultatif à la Convention contre la torture*, un nouvel instrument destiné à contribuer de manière significative à la prévention de la torture et des mauvais traitements à l'échelle du globe. Le Protocole facultatif prévoit la mise en place d'un système de visites régulières des lieux de détention, fonctionnant tant au niveau national qu'international, dans le but d'observer les conditions dans lesquelles sont maintenues les personnes privées de leur liberté, d'en signifier les manquements aux autorités compétentes et de faire aux autorités compétentes des recommandations visant à éliminer le risque de torture et des mauvais traitements.

L'appui au Protocole facultatif ne cesse de croître à travers le monde. Treize états l'ont ratifié, et quarante autres l'ont signé, enclenchant par le fait même de manière irréversible le processus devant aboutir à l'adhésion formelle. Lorsqu'il aura obtenu sept ratifications additionnelles, le Protocole entrera en vigueur et entraînera l'établissement d'un Sous-Comité international pour la prévention de la torture. Le Canada est en mesure, et a le devoir, de faire partie du premier groupe d'Etats qui sera responsable de déterminer le fonctionnement de cet organe novateur.

Le Sous-Comité sera le premier organe d'experts doté d'un mandat lui permettant d'effectuer des visites des lieux de détention dans l'objectif précis de prévenir la torture. Compte tenu de son expérience reconnue dans le domaine de la protection des droits de la personne, le Canada devrait aspirer à participer aux travaux de ce Sous-Comité dès sa création. C'est dans cette optique que nous jugeons urgent que le Canada aille de l'avant et ratifie le Protocole facultatif.

Les attentes et les appels en faveur de la ratification par le Canada du Protocole facultatif s'intensifient. Plus tôt cette année, le Bureau de l'Enquêteur correctionnel du Canada lançait un appel en faveur de la ratification :

«Nous aimerions exprimer notre appui au nouveau Protocole facultatif se rapportant [sic] à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants des Nations Unies. Nous encourageons le gouvernement du Canada à prendre une fois de plus l'initiative à l'échelle internationale en signant et en ratifiant cet instrument important en matière de droits de la personne. En procédant rapidement à la ratification du Protocole, le Canada élargirait [sic] sa tradition historique de promotion et de défense des droits de la personne et des valeurs démocratiques à l'échelle nationale et internationale».

Le mois de mai dernier, le Comité contre la torture des Nations Unies a recommandé formellement au Canada de devenir partie au Protocole. Nous demandons donc vivement au gouvernement canadien de réaffirmer son leadership en matière de prévention de la torture en ratifiant le Protocole facultatif à l'intérieur d'une année à partir de l'examen du dernier rapport canadien par le Comité.

Sincerely/Bien à vous,

**Survivors of Torture,
Family, Legal Counsel**

Abdullah Almalki
Tortured in Syria

Maher Arar
Tortured in Syria

Houshang Bouzari
Tortured in Iran

Ahmad El Maati
Tortured in Syria &
Egypt

Muayyed Nureddin
Tortured in Syria

Dr. William Sampson
Tortured in Saudi
Arabia

Professor Kunlun Zhang
Tortured in China

Stephan Hashemi
Son of Zahra Kazemi,
Died as a result of
torture in Iran

Mark Arnold
Barrister & Solicitor
Counsel to H. Bouzari

Paul Copeland
Barrister & Solicitor
Counsel to A. Almalki

Marlys Edwardh
Barrister & Solicitor
Counsel to M. Arar and
S. Hashemi

Barbara Jackman
Barrister & Solicitor
Counsel to A. El Maati
and M. Nureddin

John Terry
Barrister & Solicitor
Counsel to S. Hashemi

Lorne Waldman
Barrister & Solicitor
Counsel to M. Arar

**Current and Previous
UN Human Rights
Experts**

Peter Burns
Dean Emeritus
University of British
Columbia; Member and
Chairman, UN
Committee against
Torture (1987-2003)

Stephen Toope
Chair-Rapporteur
United Nations Working
Group on
Disappearances

Maxwell Yalden, C.C.
Chief Commissioner,
Canadian Human Rights
Commission (1987-96);
Member, UN Human
Rights Committee
(1996-2004)

Organizations

Raoul Lincourt
Président
Action des Chrétiens
pour l'Abolition de la
Torture

Alex Neve
Secretary General
Amnesty International
Canada (English)

Michel Frenette
Directeur Général
Amnistie Internationale
Section Canadienne
Francophone

Mark Thomson
Secretary General
Association for the
Prevention of Torture

Jason Gratl
President
British Columbia Civil
Liberties Association

Kim Pate
Executive Director
Canadian Association of
Elizabeth Fry Societies

Carol Phillips
International Director
Canadian Auto
Workers Union

Joan Simalchik
Toronto Working Group
Canadian Centre for
International Justice

Mulugeta Abai
Executive Director
Canadian Centre for
Victims of Torture

Elizabeth McWheeney
President
Canadian Council for
Refugees

Svetlana S. MacDonald
Clerk
Canadian Friends
Service Committee

David Matas
Chair
Canadian Helsinki
Watch Group

Richard Elliott
Deputy Director
Canadian HIV/AIDS
Legal Network

Kenneth V. Georgetti
President
Canadian Labour
Congress

Executive Committee
Canadian Peacebuilding
Coordinating Committee

Deborah Bourque
National President
Canadian Union of
Postal Workers

Louise Botham
President
Criminal Lawyers'
Association

Michael To
Chairman
Democracy China-
Ottawa

Maribel Gonzales
Director
Development
Workshop-Canada

Jean-Louis Roy
Président/President
Droits et Démocratie/
Rights&Democracy

Penny Sanger
Educating for Peace

Ian Hamilton
Executive Director
Equitas - International
Centre for Human
Rights Education.

Peggy Mason
Chair
Group of 78

Eli Turk
Chair of the Board
Human Rights Internet

Jasmine Herlt
Director
Human Rights Watch
(Canada)

Gerry Barr and Maureen
Webb, Co-Chairs
International Civil
Liberties Monitoring
Group

Prof. Sukanya Pillay
Board of Directors
International Coalition
against Torture

Peter Gillespie
Acting Executive
Director
Inter Pares

Mary Corkery
Executive Director
KAIROS: Canadian
Ecumenical Justice
Initiatives

Irina Ceric
Steering Committee
Law Union of Ontario

Nicole Filion
Présidente
Ligue des droits et
libertés

Hussein M. Amery
President
National Council on
Canada-Arab Relations

Robert Fox
Executive Director
Oxfam Canada

Bernard Taylor
Executive Director
Partnership Africa
Canada

Tony Clarke
Director
Polaris Institute

John Docherty
Coordinateur
Réseau d'intervention
auprès des personnes
ayant subi la violence
organisée (RIVO)

Sister Patricia Hogan,
President
The Sisters of St. Joseph
of Canada

Marnie Johnstone
Chair, Unitarian
Universalist United
Nations Office Working
Group of Ottawa

Mohamed Tohti
President
Uyghur Canadian
Association

Dr. Eric Hoskins
President
War Child Canada

Hon. Warren Allmand,
P.C. O.C. Q.C
National President
World Federalist
Movement – Canada

Kevin Yang
Executive Director
World Organization to
Investigate the
Persecution of Falun
Gong (Canada)

Shahrzad Arshadi
President
Zahra Kazemi
Foundation

Individuals

Sharryn Aiken
Faculty of Law
Queen's University

Amir Attaran
Canada Research Chair,
Institute of Population
Health & Faculty of
Law, University of
Ottawa

Michael Battista
Barrister & Solicitor

Hon. Ed Broadbent,
M.P. P.C., C.C.
Former leader of the
New Democratic Party
President, Rights &
Democracy (1990-96)

Bruce Broomhall
Professor of Law
Université du Québec à
Montréal

Michael Byers
Canada Research Chair
in Global Politics and
International Law
University of British
Columbia

Hugo Cyr
Professor of Law
Université du Québec à
Montréal

Aaron A. Dhir
Assistant Professor
Faculty of Law,
University of Windsor

Craig Forcese
Assistant Professor
Faculty of Law
University of Ottawa

Hugh Kindred
Professor of Law
Dalhousie University

François J Larocque
Assistant Professor
Faculty of Law
University of Ottawa

Nicole LaViolette
Associate Professor
Faculty of Law
University of Ottawa

Michael Lynk
Faculty of Law
University of Western
Ontario

Hon. Flora MacDonald,
P.C., C.C.
Secretary of State for
External Affairs (1979-
1980), Minister of
Employment and
Immigration (1984-86),
Minister of
Communications (1986-
88).

Audrey Macklin
Professor of Law
University of Toronto

Bradford Morse
Professor of Law
University of Ottawa

Obiora Okafor
Associate Professor
Osgoode Hall Law
School, York University

James Orbinski
Associate Professor
St. Michael's Hospital,
Munk Centre for
International Studies
University of Toronto,
former International
President, Médecins
Sans Frontières

John Packer
Independent Human
Rights Consultant

Pierre Robert
Professeur
Faculté de science
politique et de droit
Université du Québec à
Montréal

Craig Scott
Professor of Law
Osgoode Hall Law
School, York University

Ian Smillie, C.M.

Hon. Lois M Wilson,
O.C., O.Ont.
Senate of Canada (1998-
2002)